



La Commune



Etat de disgrâce

Chronique d'un fin de régime

Pathétique, le nouveau Premier ministre, sorti tout droit de la débâcle du référendum, s'était donné cent jours pour redonner vie au régime. Ces cents jours n'y ont rien fait. Ce qu'il est désormais convenu d'appeler " la crise de Régime " n'épargne rien, ni personne. Ni le gouvernement, ni le Chef de l'État, ni ces partis d'opposition institutionnels censés servir de soupape au mécontentement qui s'étend à toutes les couches de la population et que rien ne semble pouvoir divertir, pas même une réanimation passagère de la conjoncture plombée par la hausse des carburants ...

Crise de Régime ? Cette expression est maintenant à la mode. Rares sont les hommes politiques qui se privent de l'employer.

Jean-Louis Debré va même plus loin en évoquant une " crise de l'État " ⁱ. Ils se bousculent au portillon pour parler de " *refondation républicaine* ", de " *nouvelle République* ", de " rupture " comme s'ils étaient déjà à l'enterrement de la Ve République. Le référendum du 29 mai a détruit les dernières illusions sur la stabilité du régime. La crise du Régime se lit aussi dans cette remarque d'un parlementaire PCF : " *Le 28 février 2005, au Congrès de Versailles, 730 députés et sénateurs sur 892, soit 81,8 % des votants, ont approuvé un texte constitutionnel pour l'Europe. Le 29 mai 2005, les Français ont rejeté ce même projet à 55 %.* " ⁱ. Un parlementaire UDF va plus loin encore : " *c'est tout le système qui est en crise, comme en témoigne le vote insurrectionnel du 29 mai dernier* " ⁱ.

Chirac vulnérable

Les institutions et les partis qui ont lié leur sort à celles-ci sont en proie à la dislocation. Ce gouvernement lui-même n'a pas d'unité. Le Premier ministre Villepin et le ministre d'État Sarkozy s'affrontent publiquement, tantôt à fleurets mouchetés, tantôt à coups de griffes. Ambitions personnelles et divergences de vues se mêlent dans ce simulacre de combat des chefs préparatoires aux Présidentielles. D'autant plus que l'hospitalisation inopinée du chef de l'État, des suites d'un accident vasculaire cérébral apparemment bénin, vient brutalement écorner le mythe de Chirac, patriarche solide à la santé de fer, bon vivant apte à absorber tous les chocs. L'annonce de cette hospitalisation, au-delà de l'émoi et du trouble qu'elle a suscités chez les cadres de l'UMP en pleine université d'été, laissait aussitôt à penser que Chirac ne briguerait pas un troisième mandat. En effet, la fin brutale du mythe d'un Chirac doué d'une santé à toute épreuve, solide comme un roc, constitue en elle-même un tournant dans la crise du sommet, car Chirac n'apparaît plus comme un pilier inébranlable de la droite classique : le voici maintenant vulnérable.

Obligations de résultats

Du coup, Villepin devient " présentable " en 2007 et on imagine déjà un premier tour mettant en concurrence Villepin-Sarkozy qui serait un remake de la campagne de 1995 où il y avait une compétition entre Chirac et Balladur, ce dernier étant alors Premier ministre. À la nuance près qu'en 1995, les deux concurrents n'étaient pas les deux principaux personnages du gouvernement. Chirac n'était pas ministre, il s'appuyait sur la Mairie de Paris et sur l'appareil du RPR pendant que Balladur soignait son image d'homme d'État serein et pondéré. Aussi, la compétition acharnée que se livrent Sarkozy et Villepin, sous-produit de la crise du Régime, en devient à son tour l'un des facteurs. Est-ce pour cela que Sarkozy est un ministre pressé ? En partie, sans doute. Mais c'est en définitive l'intensité de la crise politique et de la crise sociale, se nourrissant l'une l'autre, sur fond de marasme économique à peine voilé, qui poussent Sarkozy dans la voie des mesures de choc et les décisions qui tendent vers l'affrontement plus direct, plus ouvert contre les masses. Cela commence par des directives du ministre de l'Intérieur aux préfets que Le Monde du 9 septembre retrace ainsi : " *Nicolas Sarkozy a indiqué, vendredi 9 septembre, lors d'une réunion au ministère de l'intérieur, que 12 849 étrangers en situation irrégulière avaient été expulsés de France entre le 1er janvier et la fin du mois d'août.* " Sur huit mois, 56 % des objectifs ont été atteints ", *a-t-il dit aux préfets. Dans la foulée, évoquant une " obligation de résultats " d'ici à la fin de l'année, il les a appelés à " accentuer l'effort ".* *Le ministre de l'intérieur leur a rappelé qu'il avait fixé un plancher de 23 000 " éloignements " à réaliser en 2005 [...]* ".

Premières cibles : immigrés et chômeurs

Ces ordres surviennent peu après l'évacuation-expulsion de " squats " parisiens que Sarkozy avait initié en prenant prétexte - comble de l'hypocrisie et du cynisme - de la lutte contre le logement insalubre, à la suite des incendies meurtriers où 24 personnes dont 18 enfants ont péri, dans des immeubles vétustes et délabrés à Paris. Les attaques antisociales commencent toujours par les coups portés contre les travailleurs immigrés et les mesures anti-immigrées commencent toujours par frapper ceux qui, du fait des lois racistes mise en place par les gouvernements de gauche comme par les gouvernements de droite, sont " en situation irrégulière ". Par ce biais, c'est bien la position acquise par la classe ouvrière dans son ensemble qui est dans le collimateur commun à Sarkozy et Villepin. Sarkozy surenchérit derrière Villepin qui, flanqué de son ministre " social " Borloo, a, de son côté, repris l'offensive contre les chômeurs : renforcement des contrôles, amputation des allocations lorsqu'un chômeur n'accepte pas l'emploi " proposé " indépendamment de ses aptitudes et qualifications. Le tout couronné par le fameux contrat nouvelle embauche qui est un nouveau coin enfoncé dans le Code du travail, sans que cela suscite d'ailleurs un émoi particulier du côté des directions syndicales pourtant censées défendre le Code du travail face à tout empiètement gouvernemental. Ainsi le

fait d'attaquer cette disposition anti-ouvrière devant le Conseil d'État comme le font les directions syndicales pourrait être une bonne chose à condition que cette action juridique aille de pair avec la mobilisation unie pour l'abrogation pure et simple des ordonnances scélérates. Quant à Villepin, au moyen des contrats nouvelles embauches, il cherche aussi à réconcilier le pouvoir qu'il incarne avec les petits patrons en leur " offrant " une main-d'oeuvre licenciable à merci.

Le dauphin et le requin

Par la succession des mesures alternant les attaques contre les chômeurs et érémites avec des promesses de cadeaux fiscaux aux dites " classes moyennes ", Villepin tâche de redonner une base sociale conséquente et consistante à la majorité présidentielle et gouvernementale (l'UMP, rappelons, s'est réduite à 7 % des électeurs inscrits aux européennes de 2004) pour pallier la crise gouvernementale, c'est-à-dire la crise de domination politique de la bourgeoisie. Dans le même temps, Sarkozy tente de ramener dans le giron de l'UMP cette partie de l'électorat traditionnel de la droite qui s'était tourné vers le FN. Son empressement et ses manquements à la discipline gouvernementale font dire à Jean-Louis Debré que, décidément, Sarkozy, n'a pas " *la stature d'un homme d'État* ". Face à Sarkozy, le requin aux dents longues, Villepin endosse la tenue de dauphin de Chirac, et brandit le drapeau de l'union nationale. Reste une question angoissante pour les classes dirigeantes : qui donc aura en 2007 la stature d'un homme d'État ? Et comment " tenir " d'ici aux présidentielles ?

Fictions et frictions

C'est avec une sensation de vertige que tous les hommes politiques attachés à la défense de l'ordre bourgeois voient cette dislocation s'opérer au sommet de l'État et au sommet des partis politiques. Jamais le PS n'a été à ce point déchiré. Y compris, les tentatives de fédérer en un seul bloc les " tenants du non " avortent, tandis que les ténors du oui au sein du PS sont déjà en compétition, eux aussi, pour les présidentielles de 2007. Pour la première fois depuis 1958, le risque de scission du PS est clairement identifié par des hommes comme Rocard ou Kouchner qui lorgnent du côté de l'UDF. Pendant de temps, la direction du PCF s'accroche à la fiction d'une nouvelle " *union populaire majoritaire* " où se retrouveraient pour " *gouverner autrement* " les mêmes qui géraient " loyalement " la crise pour le compte des capitalistes dans le cadre de la gauche plurielle en 1997-2001 ou dans le cadre de l'Union de la gauche en 1981-84 et dans laquelle marcheraient ensemble, ainsi que l'a confirmé Mélenchon au cours de l'université d'été de la LCR, les tenants du non et les ténors du " *oui* " *de gauche* "  . Mais quels que soient les calculs politiques qu'affichent les uns et les autres pour un avenir incertain, il y a un fait incontournable, qui est la première leçon du 29 mai : le pouvoir est entré en contradiction directe avec le suffrage universel, ce gouvernement est désormais ouvertement illégitime aux yeux de l'immense majorité de la population. Dans cette situation marquée par la souffrance accrue de larges masses se combinant à la " crise de Régime ", une étincelle peut provoquer une explosion sociale sans précédent.

Modifié le mercredi 05 octobre 2005

Voir aussi dans la catégorie **Chroniques d'une chute de Régime**



« Bonjour Jean-Luc, c'est Arnaud Montebourg »

C'est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Une campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste... »



De l'état d'urgence sanitaire à l'État policier

État d'urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l'unique ordonnance que Macron et son... »



2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre... »



Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d'activité, allocation spécifique de de... »



Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd'hui va au-delà de l'avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C'est de son autorité politique et de sa capacité à... »



Ce qui se dessine

Où l'on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffe avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l'on voit la cote de... »